



L'effacement de la figure de l'auteur dans la construction événementielle d'un "journal" de campagne électorale et la question de la responsabilité, en l'absence de récit primaire

Alain Rabatel

► To cite this version:

Alain Rabatel. L'effacement de la figure de l'auteur dans la construction événementielle d'un "journal" de campagne électorale et la question de la responsabilité, en l'absence de récit primaire. Semen - Revue de sémio-linguistique des textes et discours, 2006, 22, pp.71-85. halshs-00367531

HAL Id: halshs-00367531

<https://shs.hal.science/halshs-00367531>

Submitted on 22 Nov 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Alain RABATEL
ICAR
IUFM de Lyon, Université Lumière-Lyon 2

**L'effacement de la figure de l'auteur
dans la construction événementielle d'un "journal"
de campagne électorale et la question de la responsabilité,
en l'absence de récit primaire**

On se propose d'analyser l'articulation entre énonciation et responsabilité à partir de l'étude d'un article d'une pleine page du *Monde*, paru la veille du référendum relatif au traité européen constitutionnel (cf. annexe). Bien qu'il ne repose pas sur un effacement énonciatif total – car les choix de la référencement sont significatifs, au plan des énoncés –, l'article présente un effacement de la figure de l'auteur, en l'absence de discours primaire, alors que se succèdent de nombreux petits textes qui sont autant de focales grossissantes sur des événements marquants. Comme ces épisodes empathisent sur des antagonistes, on ne peut que s'interroger sur le point de vue global de l'article, excepté celui de l'isotopie passionnelle dramatisant le récit.

La question de la responsabilité sera abordée d'abord d'un point de vue sémio-discursif, autour du genre, de sa mise en page, et en fonction des choix énonciatifs co-construits par les différents intervenants – journalistes, (secrétariat de) rédaction. La responsabilité sera ensuite analysée d'un point de vue plus linguistique, à travers la mise en discours de la construction événementielle, l'effacement du discours primaire enchâssant entraînant une dilution des responsabilités directes des auteurs, sans les exonérer pour autant d'une responsabilité indirecte mais bien réelle pour avoir privilégié une dramatisation de la polémique qui porte davantage sur le ton que sur le fond. Il est certain que la problématique de la responsabilité ne peut faire abstraction de l'analyse des routines professionnelles qui régissent le champ (cf. Charaudeau, ici même) : cette dimension ne sera pas ignorée ; mais elle sera interrogée par le bout énonciatif, car nous sommes persuadé que le respect des règles déontologiques (comme c'est en gros le cas dans notre corpus) n'épuise pas la question de la responsabilité des agents qui ont la responsabilité de faire évoluer les règles professionnelles... ou de s'y conformer.

1. La responsabilité confrontée à la diversité des intervenants de l'aire scripturale

1.1. Type de texte et genre

Cet article se laisse difficilement intégrer dans les classifications des genres de la presse (Martin-Lagardette 1995, De Broucker 1995, Montant 1994, Antoine *et al.* 1995, Charaudeau 1997 : 140, 222)¹ : c'est un ensemble de brèves à peine développées formant une sorte de « papier d'ambiance » (genre répertorié par Antoine *et al.* 1995) proposant une « rétro-lecture » (Mouillaud et Tétu 1989) d'un événement complexe. La succession de petites brèves construit un *récit* de type calendaire, même s'il ne s'agit pas d'une mise en intrigue, avec nœud et dénouement (Revaz 1997 : 21-24), en raison de la coprésence de deux forces actantielles antagonistes – les camps du OUI et du NON, avec leur champion, Chirac et Fabius –, à partir desquelles il est possible de reconstruire la mise en intrigue implicite.

1.2. Péritextes

La titraille est écrite par la rédaction (Adam 1997 : 5, Charaudeau 1997 : 223), en l'occurrence, par Raphaëlle Bacqué, en plein accord avec les auteurs², assumée par un locuteur/énonciateur syncrétique qui, au-delà des sujets parlants, joue le rôle de « médiateur de son propre texte » (Laborde-Milaa 1997 : 103), ainsi que le montre la référenciation :

(1)

UNION EUROPEENNE LE REFERENDUM DU 29 MAI

LA CAMPAGNE A DECHAINE LES PASSIONS FRANÇAISES

C'était un texte ardu et indigeste, mais des millions de Français se sont mis à le brandir, l'interpréter, le discuter, sous les yeux étonnés des autres Européens. Partis politiques déchirés, ambitions des uns, gaffes des autres, voici le récit d'une bataille dominée par deux mots : oui et non.

Surtitre, titre et chapeau

Le cadrage, assuré par le surtitre, hiérarchise l'information avec encre noire (« Union européenne ») et grise (« le référendum du 29 mai ») tout en exerçant des fonctions de « rappel (et renforcement) d'un paradigme » et de « production d'une différence » (Mouillaud et Tétu 1989 : 121) : l'anaphorique (« *la* campagne » – du référendum –) renvoie à un événement saillant et à une classe des

¹ Les typologies mêlent souvent critères thématiques, intentions communicatives, positions énonciatives, traits linguistiques, compositionnels ou rhétorico-stylistiques ; tous ces critères n'épuisent pas la problématique du genre, qui intègre en outre les composantes sociales si importantes dans le jeu des formations discursives (Adam 1997 : 11-16).

² Entretien téléphonique du 1^{er} décembre 2005 avec Gaëlle Dupont.

événements (campagne électorale) ; le rhème focalise sur sa dimension passionnelle spécifique, fil conducteur de la narration.

Titre et chapeau comportent de nombreuses traces de dialogisme :

- Les « passions françaises » (assorties d'un défini à valeur classifiante) renvoient aux analyses de Zeldin sur le caractère passionnel et nationaliste des Français, vérifié une fois de plus à travers l'antithèse entre les « millions de Français » et « les autres Européens ».

- Le verbe « brandir » (*versus* « lire »³) sous-entend que les Français se sont privés de toute possibilité de débat rationnel en anathémisant des ennemis publics de toutes sortes.

- La fréquence de termes négativement connotés dans l'interdiscours (« parti politiques déchirés », « gaffes des uns », « ambitions des autres »), en lien hypotextuel avec le sous-genre du récit de bataille, campe la scène en un vaste théâtre de marionnettes ;

- La mise en valeur finale de « oui » et « non », fait discrètement écho à du préconstruit discursif profilé négativement (« pour un oui ou pour un non », « alors, c'est oui ou c'est non ? »).

Ces allusions interdiscursives orientent la lecture dans un sens dépréciatif. L'énonciateur synchrétique du titre et du chapeau (rédaction + journalistes), est en surénonciation⁴, à l'origine d'un PDV surplombant qui contraint la lecture de l'ensemble des épisodes comme une actualisation du choc éternel des passions et des ambitions, avec le sous-entendu que la campagne, passionnelle, ne pouvait que favoriser le NON, au grand dam de la ligne éditoriale du *Monde*.

*Intertitres et « leads »*⁵

Les épisodes sont annoncés à 25 reprises par une date suivie du nom de l'événement, dans un SN. Il s'agit le plus souvent d'un NP, du type « 9 septembre. Fabius ». A 9 reprises, l'annonce est un sous-titre, composé d'une phrase complète SN + SV (« Jacques Chirac lance le référendum ») ou, dans 6 cas sur 9, de phrases nominales (« Le bref triomphe de François Hollande »). Ces courtes phrases (nominales) produisent un effet de vérité : « La phrase est terminée, la cause entendue, la vérité dégagée. Le fait est certain » (Drillon 1991 : 131). En l'absence de verbe support de la prédication, la phrase nominale campe la scène (du texte) et fixe le regard, équivalant à une mise en relief (Larjavaara 2003 : 63-65). Cette mise en relief de l'objet du discours, surtout lorsque

³ En contexte, « interpréter », subjectif, prend une coloration négative.

⁴ Cf. Rabatel 2004a, b, 2005a.

⁵ Le *lead* correspond aux 3 premières lignes des dépêches d'agence qui résument l'événement – acteurs, lieu, circonstances et répercussions immédiates – et servent à la sélection/hierarchisation des informations. Cette structure a influencé la rédaction des articles, qui commencent souvent par un résumé (Mouillaud et Tétu 1989 : 49-50).

l'effacement énonciatif⁶ dans des assertions fait oublier le sujet à l'origine de la référenciation, présente la mise en relief comme un phénomène certain et partagé : en titrant « Lionel Jospin à la rescousse du oui », le locuteur/énonciateur premier, apparemment effacé, ne se contente pas de poser l'entrée en campagne de Jospin, le choix du terme « rescousse » présente comme un fait établi, partagé, non discutable, un camp en difficulté et Jospin en sauveur.

1.3. Photos, légendes et mise en page

Le choix des photos, de leur taille, de leur emplacement⁷ et sous-titre est celui de la rédaction et engage sa responsabilité. Les photos illustrent trois acteurs privilégiés de la campagne, Chirac, Fabius et Bolkenstein, qui ne sont pas tous les plus cités. Si l'on comptabilise les NP (ou leur équivalent, pronom sujet ou anaphore infidèle) en position agentive, bénéficiaire ou détrimentale, on obtient 23 mentions pour Chirac (en incluant l'Elysée), 10 pour Fabius, 8 pour Hollande⁸, 5 pour Bolkenstein et Sarkozy, 4 pour Raffarin et Villepin, 3 pour Bové, Jospin, Mélenchon, Le Pen, de Villiers, les autres NP n'étant mentionnés qu'une ou deux fois. Les médias, à travers texte et photos, ne font pas que reproduire l'événement, ils contribuent à le forger en créant les conditions de sa lisibilité (Coulomb-Gully 2003 : 127-128).

Les sous-titres font question : il y a une responsabilité à réduire doublement des débats d'idées complexes à des figures emblématiques, et celles-ci à des extraits focalisant davantage sur les personnes que sur leurs idées :

(2) 14 avril. Jacques Chirac sur TF1 devant 83 jeunes : « Ce qui me fait encore plus de peine, c'est le pessimisme. Je ne le comprends pas, et cela me fait de la peine ».

(3) 16 mai. Rencontre à Rouen. José Bové : « Fabius, c'est le non socialiste que j'aime ! » Laurent Fabius : « Chacun apporte sa pierre ».

(4) 5 avril. Frits Bolkenstein à Paris : « Je ne suis pas le loup-garou dont on parle tant, encore moins Frankenstein ».

Les paroles rapportées des sous-titres construisent ainsi une « polémique de ton » au détriment de la « polémique de fond » (Revel).

Rapport entre le texte de la légende, les photos et l'aire scripturale

Le rapport de la légende à la photo relève de la synchronie communicationnelle, comme à la télévision, avec alignement du visuel et du verbal (monstration suivi, cf. Soulages 1999 : 39). Mais la disjonction de la photo

⁶ Rappelons que l'effacement énonciatif est un simulacre : cela ne signifie pas que l'énonciateur est absent, mais qu'il fait comme si l'énoncé (donc son contenu) était posé indépendamment de lui (Rabatel 2004c).

⁷ Photo n° 1 : Chirac en haut de page, sur trois colonnes ; photo n° 2 : Fabius et Bové, en milieu de page, sur deux colonnes ; photo n° 3 : Bolkenstein en bas de page, sur deux colonnes.

⁸ L'absence de photo pour Hollande s'explique par l'éthique de neutralité des journalistes qui limite le choix à un représentant de chaque camp.

par rapport à l'emplacement textuel de l'épisode modifie sa fonction dans la page : la photo et son sous-titre prennent une sursignification qui dépasse la valeur *hic et nunc* du propos⁹. Du fait de l'effacement des données situationnelles, le propos n'est plus adressé au même locuteur (cf. Rabatel 2006), il se charge d'une dimension descriptive (certes en germe à travers l'ethos du locuteur) à visée argumentative :

- Image fortement négative de Chirac : la négation (« je ne le comprends pas ») et la répétition, assortie d'un adverbe intensif et d'un comparatif (« encore plus de peine ») posent l'absence d'arguments en faveur du OUI et présupposent la prégnance des arguments du NON ; Chirac paraît coupé de la jeunesse, paternaliste, sans perspective ;
- Image plutôt négative de Bolkenstein : la négation, le dialogisme de la nomination (« loup-garou », « Frankenstein ») évoquent un haut fonctionnaire européen sur la défensive, agressif et blessé¹⁰ ;
- Images positives de Bové et Fabius : le dialogisme interlocutif et interdiscursif de Bové appréciant le NON de Fabius et de Fabius inséré dans une action collective témoignent d'individualités fraternelles unies pour construire la dynamique du NON.

Cette sursignification des DR, opérée par la rédaction (certes sur la base du corps de l'article), modifie l'image que certains locuteurs auraient voulu donner d'eux-mêmes, notamment Chirac et Bolkenstein. Le phénomène, amplifié par les interactions avec la symbolique des photos et leur montage, confirme le point de vue surplombant antérieur.

Symbolique des photos

Les deux personnalités en faveur du OUI sont filmées de dos, avec en contre-champ des journalistes ou des citoyens, comme si elles étaient acculées à se justifier. Quel contraste avec la photo du camp du NON, montrant un dialogue entre partenaires, une situation de communication de proximité, moins institutionnelle, consacrant « naturellement » la prééminence de Fabius, de trois quart face, davantage mis en valeur que Bové, du point de vue du lecteur !

Sélection et montage

Le montage des photos est anisochrone. Si l'on suivait l'ordre chronologique, Bolkenstein précéderait Chirac, Fabius et Bové ; une logique narrative basée sur le renversement des situations commencerait par Chirac (situation initiale, triomphe du OUI), montrerait Bolkenstein (complication) et débouche-

⁹ Les photos ne relèvent pas non plus de la « monstration prétexte » (Soulages 1999 : 39), dans laquelle le montré joue le rôle d'indice tandis que le commentaire domine. En effet, si le montré joue bien le rôle d'indice, en revanche, il n'y a pas de commentaire explicite.

¹⁰ Selon les préférences partisans, les « ouistes » mettront en avant l'indignation de qui se sent éhontément caricaturé, les « nonistes » la virulence de qui se sent démasqué.

rait en situation finale sur la victoire du NON avec Fabius et Bové. Le montage adopté est un mixte des deux logiques¹¹, propre à construire le suspense – les sondages des derniers jours indiquant un possible retournement de tendance¹².

Sélection des photos, des sous-titres et montage exhibent la dimension scénographique des événements représentés et concourent à une mise en fiction dramatisée de l'information qui ne diffère guère de celle qui a cours à la télévision (Soulage 1999 : 57), tout en jouant sur la proximité grâce aux photos (Ringoot et Rochard 2005). *Le Monde* n'échappe pas à cette tendance, alimentant les débats sur les évolutions d'un quotidien de référence qui utilise des procédés caractéristiques de la TV ou de la presse people (Rabatel 2005a). La question se pose d'autant plus qu'elle est aussi alimentée par la textualisation dramatisée de l'événement.

2. La mise en scène linguistique et discursive de l'événement

Selon G. Dupont, la première version de l'article, trois fois plus longue, comptait moins d'épisodes, ces derniers étant plus développés. La version publiée témoigne du processus de sélection et de réécriture qui a réduit la masse initiale des données en multipliant et en dramatisant les sources énonciatives dans le cadre d'un récit dont le narrateur est quasiment absent, en tant que narrateur, ce qui ne l'empêche pas d'être néanmoins présent dans les micro-contextes où il est nécessaire de jouer le rôle de locuteur citant. C'est pourquoi la « construction événementielle » (Charaudeau 1997 : 168) privilégie l'événement-rapporté, en rapportant/dramatisant non seulement les faits rapportés, mais encore les dits rapportés, considérés pour l'essentiel comme des actions.

2.1. La construction événementielle des discours représentés

Parler de « construction événementielle » des discours représentés signifie que les paroles ne sont pas seulement rapportées, mais mises en scène (Rabatel 2003) en fonction des intentions communicatives du locuteur citant, comme le montrent le sémantisme des *verba dicendi* ainsi que les inférences actantielles qui découlent des prises de parole de chaque camp.

Verba dicendi et actantialisation

Les nombreux DD, y compris les îlots textuels de DD avec « que », sont au service des stratégies d'authentification¹³, de pluralisme, de sérieux de la presse.

¹¹ N'oublions pas que la MEP est aussi soumise à des considérations esthétiques susceptibles de bouleverser les logiques intellectuelles.

¹² L'article a été rédigé dans la semaine précédant le référendum, approximativement durant la période où l'écart entre OUI et NON se resserrait (cf. note 2).

¹³ Ces stratégies, « fondées sur des représentations qu'un groupe social se donne quant à ce qui est susceptible de valider une information en apportant une garantie » (Charaudeau 1997 : 54-55), relèvent largement de l'imaginaire, mais leur caractère reconnaissable, objectivable, appropriable est le garant de leur efficacité. De ce point de vue, les « discours circulants » (« somme empirique

Mais leur intrication dans le discours primaire transforme les locuteurs cités en acteurs, au terme d'un processus d'actantialisation qui ne se réduit pas au seul discours narrativisé (Charaudeau 1997 : 187), dans la mesure où la recontextualisation des DD confère aux paroles une valeur narrative et descriptive qui s'ajoute aux valeurs intrinsèques des actes de discours. C'est ce qu'indiquent les *verba dicendi* dont le sémantisme dévoie les intentions originelles des locuteurs cités en pointant sur la comédie du pouvoir et sur le jeu dramatique des acteurs politiques. On note ainsi la fréquence de *verba dicendi*

- de nature didascalique¹⁴ : Danielle Mitterrand « clame » son choix pour le NON, Joschka Fischer « lance une mise en garde », Julien Dray « savoure », Laurent Fabius « est plus tranchant », Villepin va « prônant », un conseiller ministériel « confie » (sous le sceau du secret, bien sûr, mais la nouvelle se répand partout) ;
- indiquant un fort engagement des locuteurs dans leur dire, en situation interactionnelle : Chirac « assure », « répète », « avoue », Fabius « souligne », « pose quatre conditions substantielles », Besancenot, Sarkozy, Villepin, Chirac « affirment », Chirac, Bolkenstein « promettent », Bartolone, Coronado « jugent », Bartolone « commente »¹⁵ ;
- marquant une relation conflictuelle à l'adversaire : Fabius « ne désarme pas », Cohn-Bendit « rétorque », Delors « admet » puis « rectifie », les représentants du non « en profitent pour dénoncer », « défendent côte à côte », Chirac « oppose », Dupont-Aignan « rectifie ».

L'actantialisation du DD dans le récit est patente avec le DD de Chirac répétant deux fois qu'il a « de la peine » : cette répétition n'est pas supprimée lors de la retranscription, elle est même réitérée, dans un des neuf intertitres (« Les jeunes "font de la peine" à Chirac »). Or ce « DD » n'est pas fidèle : la légende indiquait « ce qui me fait encore plus de peine, c'est le pessimisme », « je ne le comprends pas, et cela me fait de la peine » : originellement, Chirac était en position de patient, et les jeunes, pourtant à l'origine de sa peine, n'étaient pas directement mis en cause. Dans la reformulation/citation, les jeunes deviennent des agents, la formulation est dramatisée, faisant des jeunes et du président des adversaires, tout en donnant un rôle passif à Chirac, « interpellé sans ménage-

d'énoncés à visée définitionnelle sur ce que sont les êtres, les actions, les événements, leurs caractéristiques, leurs comportements et les jugements qui s'y attachent ») (Charaudeau 1997 : 112-114), à travers leurs fonctions de pouvoir/contre-pouvoir, régulent la quotidienneté en justifiant les comportements, en assurant la visibilité des groupes, bref, en produisant des « cadres de l'expérience ».

¹⁴ Il n'y a qu'une seule occurrence du verbe « dire » : la différence avec les statistiques de Vincent et Dubois 1997 est éloquentes.

¹⁵ C'est le sens de « Emmanuelli "y voit" » ou de « Borloo "parle de" ».

ment » par les jeunes, « le nez dans ses fiches », « répét[ant] les mêmes arguments », « avou[ant] ne pas comprendre »¹⁶.

Inférences actantielles générées par les prises de parole

Les DR peuvent être accompagnés d'un commentaire de l'énonciateur premier explicitant le conflit, comme en (5)-(7) :

(5) la centrale syndicale prend position pour le non par *un score sans appel* : 81 voix contre 18 et 17 abstentions. *Cinglant désaveu* pour son secrétaire général, Bernard Thibault, qui refusait à donner une consigne de vote. *Ce résultat redonne de la vigueur aux partisans du non*

(6) La famille gaulliste, *elle aussi, se déchire*.

(7) Pourra-t-on, en cas de vote négatif, renégocier le traité ? *Les partisans du non l'affirment, les défenseurs du oui le contestent*.

Ces commentaires, insérés dans la matrice narrative, créent une structure antithétique qui invite à lire toute prise de position à travers ses effets sur le camp adverse :

(8) Malgré l'hostilité de l'opinion et d'une partie de la majorité, la journée de solidarité travaillée en faveur des personnes âgées dépendantes et des handicapés, est maintenue. Le camp du oui se désole de la maladresse du gouvernement. → Le camp du NON se félicite.

(9) Jacques Chirac réclame la discrétion au commissaire [Barroso] dont il juge les propos désastreux. → Les partisans du OUI peuvent se féliciter d'éviter d'affaiblir leur camp, mais les partisans du NON peuvent aussi se réjouir de voir l'adversaire en difficulté.

La fréquence de l'antithèse produit un effet d'attente qui fonctionne y compris en l'absence de commentaires :

(10) Le camp du non de gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 6000 personnes au Zénith de Paris. → Le camp du OUI de gauche n'en paraît que plus fragile.

(11) Le PDG d'une PME de 38 personnes installées en Alsace présente des excuses à ses salariés. Avant leur licenciement, un reclassement leur a été proposé en Roumanie, pour un salaire de 110 euros par mois. → Les craintes du camp du NON sont confirmées, le camp du OUI est affaibli.

¹⁶ La mise en scène est inhabituellement cruelle, fort peu empathique, jusqu'à la menace finale, bizarrement transformée en promesse (« "la France sera le mouton noir" de l'Europe si elle vote non, promet-il »).

2.2. La construction événementielle des actions¹⁷

Comme pour les dires, les faits sont représentés selon une logique dramatique de confrontation (explicite ou implicite) qui oppose les camps, mais encore scinde chaque camp en fonctions des futures échéances présidentielles (cf. 16) :

(12) 11 janvier 2005. De Villiers. Lors de ses vœux à la presse, Philippe de Villiers, le président du Mouvement pour la France (MPF), lance sa campagne pour un non souverainiste. Une galette évoquant une ville turque *donne le ton. Farouche adversaire de l'entrée de la Turquie dans l'UE, il va en faire son thème de prédilection.*

(13) Fin février. Livres. A trois mois du référendum, les livres sur le traité passent en tête des ventes. Peu à peu, le *débat s'installe dans les familles, les bureaux, les cafés. Les discussions sur Internet battent des records de fréquentation.*

(14) 4 mars. J- 85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. *Les partisans d'une accélération du calendrier n'ont pas été entendus.*

(15) Les boules de neige de Guéret. Cinq mille manifestants *bravent* le froid à Guéret (Creuse), le 5 mars, lors de la journée de *défense* des services publics. François Hollande, dans le cortège, *doit être protégé des jets de boules de neige et d'œufs.*

(16) Prônant "une politique beaucoup plus volontaire, plus audacieuse, plus solidaire", il [Villepin] assure qu'il intervient en accord avec l'Elysée. *Fureur* de Jean-Pierre Raffarin. Jacques Chirac doit *recoller les morceaux : il renouvelle son soutien au premier ministre, sans désavouer son possible successeur.*

(17) Le Conseil supérieur de l'audiovisuel demande à plusieurs chaînes de rééquilibrer leur temps d'antenne. *Entre le 4 et le 29 avril, les journaux télévisés et les magazines des principales chaînes ont consacré 63% de leur temps d'antenne au oui contre 37% au non.*

De plus, les faits, insérés dans une trame narrative dramatisée sont arrachés à la contingence et entrent dans (une représentation de) l'Histoire, ressassant les stéréotypes du choc des ambitions et trahisons politiques. La tension entre actualité et Histoire se retrouve dans le choix du passé composé pour le titre, tandis que les événements sont racontés au présent, contrairement à l'habitude. Le passé composé du titre s'explique par la dimension récapitulative de l'article ; le présent a une valeur d'actuel étendu (c'est le présent de la campagne en cours), sur laquelle se greffe un effet d'hypotypose (tous les *verba dicendi* sont au présent¹⁸), pour mieux donner consistance à l'histoire en train de se faire sous les yeux du lecteur, la veille d'un scrutin décisif.

Dramatisation et événementialisation concourent à la représentation des émotions (Tétu 2004 : 15). La dramatisation des deux camps renvoie au traite-

¹⁷ Cette construction événementielle s'oppose donc à la thèse du reflet auquel les médias se limiteraient : cette fondamentale « non-transparence » des médias est une des données sur laquelle fonder une éducation aux médias qui privilégie l'esprit critique (Piette 1996 : 55).

¹⁸ À l'exception d'un *verbum dicendi* au participe présent – « prônant » [Villepin] – et au subjonctif présent – « admette » [Delors] –, tous les autres sont à l'indicatif présent.

ment journalistique de la polémique (Declercq *et alii*), et peut être invoquée par les professionnels en appui du principe de neutralité qui les conduit à évoquer les camps en présence. Cette explication n'épuise pas le problème de la responsabilité. Si le paradoxe de l'émotion consiste en la production d'une opinion tout en suspendant le raisonnement¹⁹, il reste à se demander quelles conséquences entraîne cette représentation dramatisée et « événementialisée », en l'absence (tendancielle) d'un récit premier englobant les récits partiels. La question se pose d'autant plus qu'on sait que le choix de présenter des « faits bruts » rend difficile la contre-argumentation (Rabatel 2004c : 125). Telle est la force de ces preuves « extra-techniques » (Aristote), qui, par leur caractère d'évidences factuelles, bloquent toute possibilité de restriction (Danblon 2005 : 33-34 et 120).

3. Effacement énonciatif dans la mise en texte du récit premier, argumentation indirecte et responsabilité du journaliste

La succession des épisodes repose sur une multitude de scènes d'énonciation, de lieux et d'acteurs, en sorte que les journalistes paraissent être, ou avoir été partout où se faisait l'événement, opérant ainsi un simulacre de « monstration événementielle » (von Münchow 2004 : 148-151, 191), caractéristique de la posture du journaliste français allant chercher l'information dans le monde là où elle est, quand bien même cette information provient de dépêches d'agence...

Les scènes d'énonciation se caractérisent par une égale empathisation sur les acteurs du OUI et du NON (sauf J. Chirac, on l'a vu, et J.-M. Le Pen) et par l'absence de récit primaire englobant qui indique un point de vue des auteurs, excepté les commentaires relevant du parti pris de dramatisation (cf. *supra*, (5)-(7)). L'empathisation conduit les journalistes à s'effacer devant les acteurs et à adopter sans distance des perspectives antagonistes, présentées alternativement avec la même neutralité (ou bienveillante complicité ?) :

(18) 9 septembre 2004. Fabius. Laurent Fabius pose quatre conditions substantielles (« tout pour l'emploi et contre les délocalisations ») à son soutien à la constitution, sans dire un mot de la consultation des militants socialistes, annoncée par le premier secrétaire, François Hollande. Trois jours plus tard, au "Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI", il est plus tranchant : « Vous voterez non ? Oui, bien sûr. »

(19) Le bref triomphe de François Hollande. Au lendemain du référendum interne des socialistes, qui a lieu le 1^{er} décembre 2004, François Hollande savoure la nette victoire du oui (58%) chez les militants. « Notre vote rend service à l'Europe et à la politique », affirme-t-il. A ceux qui réclament une nouvelle direction sans les partisans du non, il

¹⁹ La formulation ne signifie pas que les émotions n'auraient aucune base cognitive, bien au contraire, même si celles-ci sont davantage liées aux « savoirs de croyance » (Charaudeau 2000 : 129ss).

explique : « Je ne suis pas dans une expédition punitive, je ne veux exclure personne. » A l'Elysée, c'est le soulagement : le oui socialiste permet d'accélérer l'organisation du référendum national.

Dans les deux cas, l'information est appréhendée seulement du point de vue de la personnalité. S'il y a commentaire défavorable, il est rarement pris en charge d'emblée par les journalistes (excepté pour l'intervention de Chirac à TF1 dont l'échec est largement reconnu), ils passent d'abord par le relais d'un acteur du champ :

(20) « Ce rappel à l'ordre est ridicule parce qu'intenable » juge le porte parole, Serge Coronado. *Le pronostic est juste.*

Lorsque la distance est là, elle relève d'un fait connu rapporté à l'évolution des faits et non à l'opinion des journalistes :

(21) Le oui, qui venait de reprendre la tête dans les sondages, semble *un moment* conforté par cette intervention [de Jospin].

Certes, le choix d'une empathisation égale envers les deux camps s'explique par un souci de neutralité, mais il fait problème quand il conduit à ne pas hiérarchiser les points de vue. Sauf à considérer que les journalistes ne doivent pas en avoir. Mais, à l'évidence, les journalistes en ont bien un, fût-ce *a minima*, en versant dans la reproduction des évidences doxiques et perceptuelles (Koren 1996, Rabatel 2005b) relatives à l'éternelle comédie du pouvoir. De plus, la sélection des épisodes, leur dramatisation correspond vraisemblablement, en creux, à un jugement négatif envers le NON, qui paraît profiter plus de la conjoncture et des travers nationaux qu'il ne semble fondé sur une analyse rationnelle. Tel est le non dit de ce bilan, en congruence avec la ligne du *Monde*, ayant pris fait et cause pour le OUI. Ces choix seraient sans doute plus recevables s'ils étaient justifiés.

La mise en scène énonciative fait fondamentalement problème, du point de vue de la responsabilité. On est fondé à se demander si être partout, avec tous les acteurs de l'événement, ce n'est pas être nulle part. Ce choix d'une pseudo-neutralité (Koren 1996) n'exonère pas les journalistes de leurs responsabilités. Les journalistes sont responsables, non seulement du choix des mots (cf. Moirand, ici même), de la sélection et de la combinaison des informations, de la gestion de la polyphonie, mais encore des grilles à partir desquelles la réalité est appréhendée : *responsables*, mais encore *comptables*²⁰, du point de vue d'une éthique sociale, sur la scène publique, en fonction des conceptions que l'on se fait du débat public, sans qu'il s'agisse d'imposer des manières normatives de dire relevant du politiquement correct. Une telle conception dépasse l'approche juridique de la responsabilité comme technique pour éviter des propos suscepti-

²⁰ Au-delà de la responsabilité judiciaire (culpabilité vs non culpabilité) le qualificatif « comptable » met en relief la dimension éthique et sociale de la responsabilité.

bles d'encourir les foudres de la justice ; elle interroge les usages professionnels des règles déontologiques des professionnels de l'information :

- *Responsabilité du choix de la dramatisation et des objets sur lesquels elle porte* : l'argument de la neutralité, de la proximité, la logique de présentification correspondent à des règles professionnelles positives pour rendre compte de la polémique publique mais ne justifient pas qu'on focalise sur les personnes, les fige dans la comédie éternelle des luttes prévisibles de pouvoir, au détriment de l'exposition antithétiques des contenus, surtout pour rendre compte d'un débat d'idées.

- *Responsabilité au plan de la sélection et de la combinaison des informations* et du choix de l'absence de récit primaire. La somme des parties fait-elle un tout intelligible ? La réponse se décline à divers niveaux. Il est vrai que le sens échappe toujours au vouloir-dire du locuteur et que le destinataire joue un rôle non négligeable dans le processus interprétatif. De ce point de vue, la présentation dichotomique ménage la liberté du lecteur modèle comme les différents points de vue des lecteurs réels. L'argument déplace le débat sur le terrain de la responsabilité des lecteurs, à qui échoit la charge du travail élaboratif inscrit en creux par le montage, la polyphonie des voix des acteurs et la discrétion de celle des journalistes. Mais cette réponse générale, acceptable dans les hyperstructures qui rendent possibles plusieurs parcours interprétatifs (Adam et Lugrin, ici même), est discutable car le texte repose sur deux logiques contradictoires : l'absence de prise en charge d'un récit par le locuteur premier donne une certaine liberté au lecteur, liberté qui est néanmoins fortement contrainte par des instructions de lecture (titre, MEP, textualisation).

- *Responsabilité dans la gestion de la polyphonie*. On doit interroger les journalistes sur l'égale empathie avec laquelle des acteurs antagonistes sont mis en scène, et, sur la contradiction qu'il y a, après avoir fait preuve d'une soi-disant objectivité, à adopter tantôt une posture de surénonciation qui, de la ti-traille et du chapeau à la mise en scène des événements, surplombe l'ensemble des positions et interventions des acteurs en les réduisant à un jeu de rôles qui flatte les représentations doxiques sur la politique et sur la France, si indécorablement gauloise dans ses combats des chefs, tantôt une posture de sousénonciation autour du sous-entendu que le NON profite de ce déferlement des passions que les journalistes regrettent alors qu'ils l'alimentent...

- *Responsabilité du choix du cadre cognitif* à partir duquel le réel est appréhendé. Compte tenu des règles déontologiques, dans un article d'information, il ne s'agit pas d'attendre des journalistes qu'ils prennent position en faveur d'une thèse, mais qu'ils choisissent un cadre, un domaine notionnel, un site cognitif à partir duquel le réel est représenté, y compris en faisant droit aux avis différents sur tel ou tel point. Ici, le cadre réside dans le choix de

l'isotopie passionnelle : choix discutable, tant sur le fond que sur la forme, parce qu'il fait l'impasse sur des cadres plus utiles au débat démocratique (analyses économique, sociétale, politique, institutionnelle, culturelle, etc.) et que la focalisation sur les personnes néglige leurs arguments, vu les choix de mise en discours (cf. *supra*).

- *Responsabilité sociale, professionnelle.* Certes, la responsabilité des choix précédents incombe autant aux journalistes qu'à la rédaction, qui seraient en droit d'alléguer un grand nombre d'articles, sur la durée, ayant fait droit aux cadres structurants dont nous regrettons ici l'existence. Cette situation souligne la difficulté de la problématique de la responsabilité, dès lors qu'elle concerne des acteurs divers et des temporalités différentes. Mais tout cela devrait-il gommer la responsabilité des locuteurs et des sujets parlants, dans telle situation ? Aussi bien ne s'agit-il pas d'incriminer des journalistes ou un titre de presse particuliers, mais de s'interroger sur des logiques de fonctionnement à l'œuvre dans la presse écrite, et plus encore dans les médias audiovisuels où la logique du médium oblige à raccourcir les « papiers » au point que l'évocation d'un conflit se réduit trop souvent à préciser que X dit « oui » et Y « non » (ou inversement), sans (avoir le temps d') entrer dans leurs raisons. Faut-il, après cela, s'étonner que nos concitoyens éprouvent de la méfiance envers les corps intermédiaires comme envers la politique ? Nos remarques ne visent pas les signataires de l'article, qui ont réalisé un bon texte, du point de vue des standards professionnels, mais l'ensemble de la communauté journalistique et, au-delà, les formations dispensées dans les écoles de journalisme.

- *Responsabilité discursive, et non linguistique.* Les lieux d'émergence de la responsabilité susmentionnés concernent le discours, et non pas le système linguistique en lui-même, qui repose sur des combinatoires de marques indifférentes à ce type de questionnement. En revanche, ce sont les mêmes marques qui, en discours, se trouvent comme saisies par la problématique. C'est ce qui explique qu'en langue, il serait stupide de prétendre que telle marque relèverait de la responsabilité (par exemple l'énonciation personnelle) et telle autre non (l'énonciation historique ou théorique), tandis qu'en discours, les deux ne peuvent échapper à la problématique, à des titres divers, en fonction de leurs relations aux autres marques, aux genres et à la situation de communication (cf., ici même, Rabatel et Chauvin-Vileno).

- *Responsabilité de l'analyste et de l'intellectuel.* De l'analyse du document à nos remarques conclusives, nous assumons plusieurs postures : celle de l'analyste, d'une part, celle de l'intellectuel/penseur d'autre part (Heinich 2005 : 58-59), qui ne croit pas devoir s'abstraire, en tant que chercheur, d'une réflexion sur la responsabilité. Incontestablement, les rôles sont différents – et le chercheur gagne toujours à savoir d'où il parle – mais il serait néanmoins hasardeux, voire fâcheux, de prétendre tracer une frontière absolue entre eux (cf. ici même,

l'analyse de Perelman chez Koren). La responsabilité, c'est aussi la conscience aiguë de cette complexité, et, à cette aune, le sentiment de devoir de bousculer le confort et le conformisme de certaines routines professionnelles.

BIBLIOGRAPHIE

- ADAM J.-M. [1997] « Unités rédactionnelles et genres discursifs », *Pratiques* 94, 3-18.
- ALBERT P. [2004] *La presse française*, La documentation française.
- ANTOINE F., DUMONT J.-P., GREVISSE B., MARION P. et RINGLET G. [1995] *Ecrire au quotidien. Pratique du journalisme*, Louvain-la-neuve : EVO-Communication.
- CHARAUDEAU P. [1997] *Le discours d'information médiatique*, Nathan (Collection Médias Recherches).
- CHARAUDEAU P. [2000] « Problématisation discursive de l'émotion », in C. Plantin, M. Doury et V. Traverso, *Les émotions dans les interactions*, 125-155. Lyon : Presses universitaires de Lyon.
- COULOMB-GULLY M. [2003] « Rhétorique télévisuelle et esthétisation politique : le corps (en) politique », in S. Bonnafous *et al.*, *Argumentation et discours politique*, 121-130. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- DANBLON E. [2005] *La fonction persuasive*. Armand Colin.
- HEINICH N. [2005] « Les limites de la fiction », *L'Homme*, 175-176, 57-76.
- KOREN R. [1996] *Les enjeux éthiques de l'écriture de presse et la mise en mots du terrorisme*, L'Harmattan.
- LABORDE-MILAA I. [1997] « Le chapeau de presse : (re)formulation et visées pragmatiques », *Pratiques* 94, 101-116.
- LARJAVAARA M. [2003] « Fixer le regard : phrases sans verbe fini dans la presse », in *Le langage des médias : discours éphémères ?* J. Härmä (éd.), 55-66, L'Harmattan.
- MAINGUENEAU D. [2003] Discours éphémères et non-éphémères : deux gestions de l'éthos », in *Le langage des médias : discours éphémères ?* J. Härmä (éd.), 67-82, L'Harmattan.
- MOIRAND S. [2003] « Les lieux d'inscription d'une mémoire interdiscursive », in *Le langage des médias : discours éphémères ?* J. Härmä (éd.), 83-111, L'Harmattan.
- MOULLAUD M. et TETU J.-F. [1989] *Le journal quotidien*. Lyon : Presses universitaires de Lyon.
- MÜNCHOW P. von [2004] *Les journaux télévisés en France et en Allemagne*, Presses Sorbonne Nouvelle.
- PIETTE J. [1996] *Education aux médias et fonction critique*, L'Harmattan.

- RABATEL A. [2003] « Les verbes de perception en contexte d'effacement énonciatif : du point de vue *représenté* aux discours *représentés* », *Travaux de linguistique* 46, 49-88.
- RABATEL A. [2004a] « L'effacement énonciatif dans les discours rapportés et ses effets pragmatiques », *Langages* 156, 3-17.
- RABATEL A. [2004b] « La déliaison des énonciateurs et des locuteurs dans la presse satirique », *Langage et Société* 110, 7-23.
- RABATEL A. [2004c] « Effacement énonciatif et effets argumentatifs indirects dans l'incipit du *Mort qu'il faut* de Semprun », *Semen* 17, 111-148.
- RABATEL A. [2005a] « La part de l'énonciateur dans la construction interactionnelle des points de vue », *Marges linguistiques* 9, 115-136. <http://www.marges-linguistiques.com>
- RABATEL A. [2005b] « Effacement énonciatif et argumentation indirecte. "On-perceptions", "on-représentations" et "on-vérités" dans les points de vue stéréotypés », in *Signes, langues et cognition*, Raccach, P.-Y. (éd.), 85-116, L'Harmattan.
- RABATEL A. [2006] « La re-présentation des voix populaires dans le discours auctorial chez A. Ernaux : surénonciation et antihumanisme théorique », *Recherches textuelles* 6, Metz.
- REVAZ F. [1997] « Le récit dans la presse écrite », *Pratiques* 94, 19-33.
- RINGOOT R. et ROCHARD Y. [2005] « Proximité éditoriale : normes et usages des genres journalistiques », *Mots* 77, 73-90.
- SEMPRINI A. [1996] *Analyser la communication*, L'Harmattan.
- SOULAGES J.-C. [1999] *Les mises en scène visuelles de l'information. Étude comparée France, Espagne, Etats-Unis*, Nathan.
- TETU J.-F. [1984] « La radio et la maîtrise du temps », *Etudes en communication* 15, Université Lille 3, 75-90.
- TETU J.-F. [2000] « La temporalité des récits d'information », in *Médias, temporalités et démocratie*, A. Vitalis, J.-F. Tétu, M. Palmer, B. Castagna (éds), 91-107. Rennes : Editions Apogée.
- TETU J.-F. [2004] « L'émotion dans les médias : dispositifs, formes et figures », *Mots* 75, 9-20.
- VINCENT D. et DUBOIS R. [1997] *Le discours rapporté au quotidien*, Québec : Nuits Blanches Editeur

UNION EUROPÉENNE LE RÉFÉRENDUM DU 29 MAI

La campagne a déchainé les passions françaises

C'était un texte ardu et indigeste, mais des millions de Français se sont mis soudain à le brandir, l'interpréter, le discuter, soigner les yeux étonnés des autres Européens. Partis politiques déchirés, ambitions des uns, gaffes des autres, voici le récit d'une bataille dominée par deux mots : oui et non

Jacques Chirac lance le référendum

Prend par les chefs de parti, tous favorables au référendum, Jacques Chirac lance, le 14 juillet 2004, la consultation populaire des Français. « Je ne suis pas qu'un responsable politique digne de ce nom, j'ai aussi une responsabilité de citoyen », assure le président.

► 9 septembre 2004. Fabius. Laurent Fabius pose quatre conditions substantielles (« tout pour l'emploi et contre la délinquance », « à son soutien à la Constitution, sans être un mot de la consultation des militants socialistes, annoncé par le premier ministre, François Hollande. Trois jours plus tard, au Grand Palais, RTL-Le Monde-LCI, il est plus tranchant : « Une victoire doit être ? Oui, bien sûr. »

► 17 octobre 2004. Turquoise. Jacques Chirac annonce que « les Français seront consultés par référendum, d'ici dix à quinze ans », sur l'entrée de la Turquie dans l'UE. L'Assemblée de l'Union européenne, notamment à droite, y est hostile. Nicolas Sarkozy propose, contre l'avis de Jacques Chirac, de faire voter l'UMP sur la sujet.

► 13-14 octobre 2004. Syndicats. La Confédération européenne des syndicats conteste le 13 octobre, sans approbation du conseil. La CES exprime toutefois la défiance de plusieurs syndicats français (la CGT et la CFDT) et l'absence de l'UE.

Le bref triomphe de François Hollande

Après le référendum interne des socialistes, qui a lieu le 17 décembre 2004, François Hollande s'avère la nette victoire du oui (« On a été très surpris », dit-il). « Notre seul réel service à l'Europe et à la politique », affirme-t-il. A ceux qui réclament une nouvelle direction sans le parti du non, il répond : « Je ne suis pas dans une expédition punitive, je ne suis aucun présumé. A l'Europe, c'est le soulagement, le oui socialiste permet d'accélérer l'engagement du référendum national.

► 11 janvier 2005. De Villiers. Lors de sa venue à la prison, Philippe de Villiers, le président du mouvement pour la France (MPF), lance sa campagne pour un non souverainiste. Une gaffe évoquant une fois l'Europe dans le ton. François Hollande de l'Union européenne, le oui socialiste permet d'accélérer l'engagement du référendum national.

Le CGT déçoit Bernard Thibault

Lors de son comité confédéral national (CCN), la centrale syndicale du CGT déçoit Bernard Thibault.

TOUS LES JOURS UN GRAND JOUR

le grand Nice

l'extrême sud!

Reservez vos émotions!

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.

► 4 mars. J-85. L'Elysée fait savoir que le référendum aura lieu le 29 mai. Les partisans d'une acrobatie de calendrier s'ont peu ou entendent.



14 avril. Jacques Chirac sur TF1 devant 81 millions. « C'est ma fin, encore plus de peine, c'est le prochain. Je ne le comprends pas, et cela me fait de la peine. »

► 22 mars. Barroso. Marc Trépo, président de France Télévision, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ». Jacques Chirac, ministre des Finances, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 11 avril. Fischer. La monnaie du non provoque la stupeur en Europe et une mobilisation sans précédent des élites européennes dans la campagne française. Le 11 avril, le ministre allemand des affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, lance une mise en garde : « C'est la vie de l'Europe qui est en jeu. »

Les jeunes « font de la peine » à Chirac

Le 14 avril, sur TF1, Jacques Chirac est interrompu sans ménagement par 83 jeunes de 14 à 30 ans affectés par la loi. Le nez dans ses fesses, il réplique les mêmes arguments. Au cours d'un débat, Jacques Chirac, ministre des Finances, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ». Jacques Chirac, ministre des Finances, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

► 14 avril. Ganche. Le camp du non du gauche affiche son unité et son enthousiasme devant 800 personnes au Zénith de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PS), Olivier Besancenot (LSC), Franck Rioux (Verts), Georges Sauré (MRC) et Louis Baudouin (MRC) ont défendu cote à cote un « oui social, européen, antiraciste et anti-bourgeois ».

Repos forcé pour Jean-Pierre Raffarin

Opéré, le 7 mai, de la vélocité biliaire, le premier ministre est au repos forcé. Soudainement dans le camp du oui, où l'on redonne les effets de son impopularité croissante. « Finalement, j'ai fait ce que l'on espérait, confie un conseiller ministériel. Une grande œuvre visible. C'est à se demander si ce n'est pas le début d'une politique. »

► 11 mai. Mitterrand. Danielle Mitterrand, veuve de l'ancien président, clame son opposition à un texte qui « institutionnalise une autre déception pour ne rien résoudre, un système qui fait de l'homme son maître et non l'homme son maître. » Nicolas Dupont-Aignan (UMP), opposé au traité, assure : « Si le Conseil était neutre, il n'aurait rien. »

► 12 mai. Sarkozy. Le président de l'UMP, accusé par les chiraquistes de ne pas tenir ses engagements, a lancé une campagne, accusé 4 500 personnes au Palais des sports de Paris et a lancé le contre-pied du chef de l'Etat. Jacques Chirac juge que la Constitution protège le modèle social français. Nicolas Sarkozy affirme que « le modèle socialiste, c'est celui qui donne du travail à chacun. Ce n'est donc plus, hélas, le nôtre avec trois millions de chômeurs. »

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 22 avril. Valls. Agnès Viala, ministre de l'Enseignement supérieur, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

Plans A, B, C...

Pourra-t-on, en cas de vote négatif, renvoyer le traité ? Les partisans du non l'affirment, les détracteurs du non le refusent, jusqu'à ce que Jacques Delors admette, le 15 mai, dans un entretien au Figaro : « Le droit de réviser impose de dire oui à tout ce qui est en jeu. »

► 15 mai. Delors. Jacques Delors, président de la Commission européenne, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 15 mai. Delors. Jacques Delors, président de la Commission européenne, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 15 mai. Delors. Jacques Delors, président de la Commission européenne, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 15 mai. Delors. Jacques Delors, président de la Commission européenne, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».

► 15 mai. Delors. Jacques Delors, président de la Commission européenne, avertit José Barroso, président de la Commission européenne, que son invitation à 100 minutes pour convaincre est « épuisante ».